Numéro 80
Mercredi
6 février 1980
Prix : 1 F

12, cite Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Pétrole : Cuves pleines, demande en baisse et stratégie de la panique • Cinéma : sous les César la crise, par Guillaume Douze • L'Hérault : record du chômage • Libye : un consulat et une ambassade flambent. Qui a allumé l'incendie • Paris XIVe : la fête • Mohammed Ali boycotté • Vienne : une réunion de l'Internationale Socialiste vaut bien un sommet franco-allemand

France - Allemagne

Echec pour Giscard

Ce n'était pas la peine, assurément, de réunir deux gouvernements. La moitié des ministres allemands a rencontré sa moitié française. Et il en est né un communiqué. Entièrement rédigé d'ailleurs par les deux grands. Qui l'ont fait tout seuls, comme des grands. Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt n'en voulaient pas plus. Il leur fallait un texte commun. Ils l'ont eu. Fin de la plus grande épopée diplomatique de la décennie.

N'a-t-on pas dit pendant trois ou quatre jours qu'il n'y avait pas eu rendez-vous franco-allemand de cette importance, depuis la première rencontre de Gaulle-Adenauer et la signature du Traité d'amitié entre les deux pays. Et que donc, on allait voir ce qu'on allait voir : un président et un chancelier enfin accordés dans la crise, prenant en charge le destin de l'Europe, et la conduisant dans sa voie. La seule : la troisième. La bonne : puisque choisie par M. d'Estaing lui-même.

Us et coutumes diplomatiques.

Eh bien, on a vu. Ou plutôt, on a lu : M. de Paris et M. de Bonn jugent tout deux «inacceptable» l'intervention soviétique en Afghanistan ; ils estiment «indispensable» qu'il y soit mis fin ; et ils ajoutent «sans délai»... ! Comme ils avaient déjà dit ça chacun de leur côté, il ne leur était pas trop difficile de le redire ensemble. Mais ce n'est pas vraiment la révélation révélée dont on avait prédit la révélation. Et ils n'ont, pour ainsi dire, pas dit autre chose.

Les références de rigueur à l'alliance atlantique figurent à leur place, selon les prescriptions du petit manuel des usages diplomatiques dans l'Occident Européen. Les chefs des deux états réaffirment «leur fidélité» à leurs alliés et leur intention «d'honorer leurs engagements». La surprise eût été qu'ils n'écrivent pas ça. Ou qu'ils écrivent le contraire. Mais, ils ne voulaient faire de surprise à personne. Ni de peine.

Ils ont tout de même écrit et signé aussi qu'ils assumeront en toute circonstance leurs responsabilités et qu'ils n'hésiteraient pas à prendre «les mesures qui s'imposeraient pour garantir leur sécurité et défendre la stabilité internationale».

On reste confondu de l'audace des mots, de la fermeté du ton, de la rigueur de l'analyse, de l'originalité de la position. A l'Est comme à l'Ouest, on aura tout de suite compris qu'il venait de se passer un évènement décisif à la Conférence de Paris ! Et les ministres des Affaires étrangères des Neuf réunis à partir de mardi après-midi à Bruxelles, auront de quoi alimenter leurs discussions !

Si l'on pouvait cependant trouver un petit défaut à ce monument diplomatique, on pourrait relever qu'il manque un peu de précision sur une question actuellement en débat : celle des Jeux olympiques. Comme elle n'est pas du tout évoquée dans le communiqué, c'est sans doute qu'elle n'a pas été examinée. Sinon, elle aurait surement été - comme le reste - tranchée d'une commune bonne volonté. Mais sans doute a-t-on pensé qu'il ne fallait pas mêler le sport et la politique. Grande sagesse !

Car l'art de rédiger des chefs d'Etats permet de tout écrire pour ne rien dire tant qu'on ne sort pas de la politique, mais si l'on en sort, il faut bien alors dire où l'on va. Si l'on va à Moscou. Ou si l'on n'y va pas.

Georges Fillioud

épinglé

«Lorsqu'on épingle quelqu'un, il faut bien savoir qui l'on pique».

Hier, **Riposte** s'est trompé de ministre (Blanc-Bonnet et Poncet-Blanc)

Vienne : conférence des leaders de l'Internationale Socialiste

Vienne reçoit cette semaine les responsables socialistes du monde entier. Kreisky invite chez lui Brandt, Mitterrand, Carlsson, Cools, Jorgensen, Callaghan, Soares, Gonzales, Palme, Ecevit, et Shimon Peres l'israëlien et Sorsa le finlandais, et les japonais, les suisses, les luxembourgeois, les norvégiens, les sénégalais, les américains, bref beaucoup de monde.

Tenue dans le cadre des activités de l'Internationale Socialiste, cette nouvelle conférence des leaders est particulièrement attendue et ses travaux suivis par de très nombreux journalistes.

Le climat international et la tension particulière dans plusieurs points du globe donnent bien sûr un relief certain aux discussions qui vont avoir lieu dans la capitale autrichienne. L'ordre du jour prévu lui-même indique l'extrême actualité des préoccupations des responsables socialistes : situation internationale, désarmement, énergie.

Sur le premier point, Bruno Kreisky a ouvert le débat dès mardi matin en rendant compte d'une mission effectuée récemment en Asie et dans la région du Golfe persique. L'orientation générale des travaux devrait, toujours sur le sujet de la situation internationale, aboutir à des propositions concrètes pour renverser la tendance plutôt martiale des affaires étrangères du monde. La recherche de la détente, condition de la paix, reste pour les leaders socialistes, le pivot de leur action internationale.

Sur les problèmes du désarmement, les travaux se poursuivent dans la ligne du rapport dressé en octobre 1979 par le groupe d'études spécialisé de l'I.s (dans lequel Robert Pontillon représente la France) et de la note adoptée par le bureau de l'I.s de Lisbonne quelques semaines plus tard.

Bien évidemment, les conclusions des délégations de l'I.s qui ont successivement rencontré Carter et les experts américains à Washington en mai, les «Non-alignés» à Ceylan en août, Kurt Waldheim à l'O.n.u en septembre et Brejnev et les experts soviétiques en octobre, enrichiront les discussions.

François Mitterrand, qui sera accompagné de Lionel Jospin, s'est déclaré, peu avant son départ pour Vienne, décidé à prendre une part très active aux débats de l'Internationale Socialiste.

Le Premier secrétaire du P.s aura en outre des entretiens particuliers avec Willy Brandt et Bruno Kreisky. *(Suite page 2)*

POSITION

Cinéma
Sous les César, la crise...

par Guillaume Douze

Antenne 2 a retransmis samedi, en direct et pour la bagatelle d'un million de francs, le show de «La Grande nuit des Césars». Derrière la bonne humeur de commande affichée ce soir-là par la grande famille du cinéma français se cache mal une double crise, de l'industrie et de la création sur laquelle quelques affaires récentes ont fini par attirer l'attention.

En avril dernier, la Commission de la Concurrence (ministère de l'économie) émettait un avis affirmant notamment que «les circuits d'exploitation et de programmation des salles de cinéma Gaumont-Pathé, U.g.c et Parafrance ont contrevenu (...) en imposant aux distributeurs des modifications unilatérales de leurs engagements contractuels et, en ce qui concerne l'U.g.c, en faisant pression sur des distributeurs pour qu'un exploitant indépendant ne soit pas fourni en copies de films».

L'exploitant en question est M. Gometti, propriétaire du Rio de Livry Gargan, dont la plainte a été à l'origine de la saisie de la Commission.

Refus de vente déguisés

A Paris, cette semaine, les exploitants du Broadway, dans le seizième arrondissement, viennent de diffuser auprès de la presse un texte dans lequel ils accusent les circuits, et plus spécialement Gaumont, d'accaparer les films en exerçant sur les distributeurs des pressions qui les conduisent au refus de vente : «ces refus de vente déguisés de la part des distributeurs confirment la main mise des circuits servant principalement leurs propres salles parfois au détriment de la qualité sonore et visuelle des films, surtout lorsque ces films ont été conçus et tournés pour être projetés dans certaines conditions techniques.

«Ainsi, l'on a pu voir «Superman», «Alien», «Moonraker» etc... passer dans des mini salles des circuits malgré l'offre de salles telles que la nôtre».

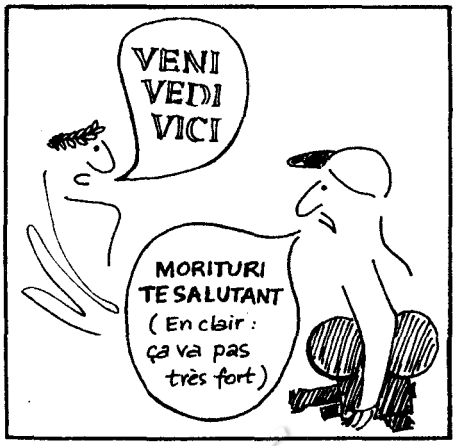
L'hebdomadaire professionnel *Le Film Français* publie dans son numéro du 25 janvier la «Lettre ouverte d'un exploitant» au président de Pathé et termine en disant «On m'objectera : pourquoi continuez-vous à vous faire programmer par la G.i.e Gaumont Pathé ?». Mais parce que l'on sait bien que «Hors l'église, point de salut !». Quitter le G.i.e serait courir encore beaucoup plus sûrement qu'aujourd'hui à la ruine du Club 123. Il est possible que je courre un risque en écrivant ce qui précède, mais en attendant un éventuel «code de bonne conduite» permettez-moi d'avoir le courage de mon intégrité.

«Le seul souhait du Club 123 de Maison Alfort est que l'on se dise sincèrement quelque part «Le Club Maison-Alfort ne se contente pas de mettre des affiches et d'attendre le client, il essaye de bouger : alors aidons-le à vivre».

La mise au point de ce «code de bonne conduite» a été réclamée aux professionnels eux-mêmes, le 20 octobre dernier, par le ministre de l'Economie. Le fait que cette demande ait été faite par lettre et entourée d'une certaine publicité témoigne du souci du gouvernement de faire savoir qu'il intervient enfin sur une situation devenue trop criante.

L'industrie cinématographique a atteint en France, au cours des dix dernières années, un degré de concentration unique au monde. Et les salles indépendantes se raréfient. A Paris seulement, ces derniers mois, le Dominique, le Jean Renoir, le Studio Rivoli, le Mesnil Palace, le Palais d'Avron...

M. Gometti, l'homme du Rio de Livry Gargani, aura attendu plus de 5 ans pour que sa plainte aboutisse... à une admonestation du ministre pour l'instant suivie d'aucun autre effet. Et comment espérer autre chose : L'Etat ne peut revenir sur une situation qu'il a lui même contribué à créer, notamment par la manière dont se répartissaient, sous sa tutelle, les différentes formes «d'aide» au cinéma.



L'Etat a encouragé la concentration. Il fait mine aujourd'hui de s'en inquiéter. Mais qui peut croire sérieusement que les circuits, à sa demande, accepteraient de se faire hara-kiri ?

Bien loin de la recherche

Sur les 4 400 cinémas subsistant, près de 2 000 sont menacés de disparition. Et l'on parle d'une «crise de la création» du cinéma français. Mais là, il conviendrait de s'interroger sur l'efficacité de cette «aide à la création» plus souvent appelée «Avance sur recette» et qui, en dépit de l'alibi que lui confère la tutelle du minstère de la culture, n'est rien d'autre qu'une recherche de produits, avec pour objectif la production de films narratifs-représentatifs, d'une durée d'environ 90 minutes, réalisés selon les critères du commerce et consommables par le plus grand nombre.

On est bien loin ici de ce que quelques uns voudraient faire passer pour de la «recherche» et le choix d'un producteur en activité sur le marché (Danièle Delorme) pour présider la commission de l'Avance lèverait, s'il en restait, toute équivoque sur ce point.

L'«aide» au cinéma, en gros sera jugée pleinement efficace le jour où elle permettra de dénicher du premier coup le «César» de l'année, sur lequel, bien entendu, les gros circuits auront prix une option prioritaire. On sera à peu près sur, ce jour-là, d'avoir sauvé l'industrie. Mais quelle industrie ? Et quel cinéma ?

Internationale Socialiste

(suite de la première page)

Au lendemain du sommet franco-allemand de Paris, dont les conclusions sont ou singulièrement creuses, ou étonnement atlantistes, le sommet socialiste de Vienne devrait, même si aucun communiqué fracassant ne vient conclure ses travaux, prendre date dans les solutions, par la voie diplomatique ou d'autres, des grands problèmes du monde.

RIPOSTE

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition :
Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Délégué à la Publication : Henri Pradeaux
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

L'Hérault, ruban bleu du chômage : les chiffres

Les dernières statistiques nationales révèlent que le département de l'Hérault possède le triste record du chômage en France. En effet, en novembre 1978, notre département comptait 23 345 chômeurs, en novembre 1979, il en compte 26 064, soit une augmentation de 11,6 % par an ; précisons que, parmi ces sans-travail, il y a 54% de femmes et 60% de jeunes.

Certes, par rapport à la population active, le taux de chômage est de 11,3% (moyenne nationale 6,75%) mais si on calcule ce taux par rapport à la population active **salariée**, il est en réalité de 15,5%.

Nous voyons là le résultat d'une politique générale dont souffre le Languedoc-Roussillon et, plus sensiblement, le département de l'Hérault, résultat que le plan du grand sud-ouest, tel qu'il est conçu par ses auteurs, ne pourra pas atténuer. Le mal est plus profond avec le dépeuplement des hauts cantons et l'exode rurale, la crise viticole, les disparitions d'exploitations agricoles, ou les fermetures d'entreprises, les licenciements de main-d'oeuvre.

Tout cela, les socialistes de l'Hérault l'ont dénoncé depuis plusieurs années, comme l'ont fait aussi leurs élus au Parlement et tout récemment encore au Conseil régional, puis au Conseil général.

Abonnez-vous à RIPOSTE
Il vous en coûte à peine
21 F. par mois

PARIS XIVe

La fête, moyen de luttes

Ce soir, dans le XIVe, ce sera la fête. Organisée par le Parti socialiste, elle se déroulera de 18 h 30 à minuit, 32 rue Olivier Noyer.

Déjà le 13 octobre 1979, la section socialiste avait imaginé un long périple dans ce vaste arrondissement, chanté par Renaud. Une camionnette dont l'arrière avait été transformé en scène avait donné un spectacle où se succédèrent comédiens et chanteurs, ainsi que le dessinateur Piem.

C'était une parade, en somme, pour annoncer la fête aujourd'hui : exposition de peinture, sculptures, dessins d'artistes de l'arrondissement. Un sculpteur l'animera en montrant les ficelles de son art au public. Une tombola avec pour premier prix une semaine en Tunisie pour deux personnes. Un buffet, un bar et pour les nourritures spirituelles des discussions - bien sûr informelles - avec les élus du quartier, Edwige Avice et Bernard Parmantier.

A 20 h 45, commencera «Edition spéciale» un spectacle humoristique sur l'actualité, entrecoupé de chansons, de musique. La scène représentera un café bar «comme dans le 14e», dans lequel clients et patron écouteront une émission (imaginaire) d'information, qu'ils commenteront.

La vie de quartier

Il y a toutes les chances que cette fête soit réussie. Car les militants du 14e n'en sont pas à leur premier coup dans ce domaine. Le périple d'octobre avait été précédé, ces dernières années, d'autres fêtes : les campagnes électorales en avaient souvent été l'occasion.

Pourquoi cette rage de fêtes ? Les militants socialistes l'expliquent d'abord par la vie de quartier qu'on mène encore dans leur arrondissement. En particulier dans la circonscription d'Edwige Avice, restée très populaire mais où l'on rencontre aussi des intellectuels et de nombreux artistes.

Cette forte concentration d'artistes (il reste encore des ateliers et des ruelles aussi délabrées que poétiques) explique aussi que la section socialiste des artistes plasticiens a son siège dans ce quartier. Et dans ce quartier là les gens se connaissent.

La solidarité est née autour des affaires d'urbanisme. Le long mais victorieux combat contre «la radiale Vercingétorix», c'est ici que ça s'est passé. Et la mobilisation contre la Z.a.c Guilleminot, ça continue.

Les associations - elles sont très nombreuses - et les socialistes avaient demandé une enquête publique. Elle a eu lieu, mais le conseil de Paris a refusé ses conclusions qui visaient à conserver la trame urbaine existante. Un recours a été fait au Conseil d'Etat.

Malgré cela la S.e.m.i.r.e.p continue son travail de grignotage. Un exemple au 21 de la rue Jules Guesde, les appartements ont été murés et les fuites d'eau non réparées dégradent l'immeuble alors que les conclusions de l'enquête prévoient qu'il ne doit pas être démoli.

Et la fête dans tout ça ? «Cela permet, disent les socialistes du 14e, d'entrer de manière différente en contact avec la population du quartier. L'art sert aussi à changer la vie. C'est un moyen d'expression des luttes d'aujorud'hui».

DORDOGNE

Menace de démission ou de grève des élus (suite)

Cent cinq maires et leur Conseil, huit conseillers généraux et un député du Bergeracois vont se réunir pour envisager leur riposte au mépris du gouvernement face aux difficultés des viticulteurs de leurs communes.

Lundi 4 février, ils se sont réunis par cantons, entre élus et viticulteurs, après que le préfet ait confirmé à Michel Manet, député-maire (P.s) de Bergerac et président du Conseil général de la Dordogne, le refus de l'Etat de consentir une aide aux viticulteurs de la région. Ceux-ci (voir *Riposte n° 76*) sont très largement endettés et ne peuvent faire face aux échéances du prêt-calamité dont ils avaient bénéficié en 1977. 51 % des viticulteurs ont en effet des comptes débiteurs.

Les procédures à suivre

Lors des réunions de lundi, il a été demandé à Lucien Delmas, maire de Terrasson, président de l'Union des maires de la Dordogne, et Premier secrétaire de la Fédération socialiste, d'organiser pour lundi prochain, une assemblée générale des maires des huit cantons. Celle-ci doit être suivie de la convocation des 105 Conseils municipaux, qui devront se décider sur les procédures à suivre.

A l'heure actuelle, trois solutions sont envisagées : démission des maires et conseillers généraux, démission des Conseils municipaux ou grève administrative.

Dans un communiqué, la Fédération socialiste de la Dordogne a appelé tous les élus du bergeracois à «un soutien actif et efficace» aux viticulteurs.

QUESTIONS ECRITES

Quatre questions au ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale à l'Assemblée Nationale.

de André DELEHEDDE
sur les conclusions du rapport du Centre de recherche et de documentation qui prévoit une croissance des dépenses de santé alignée sur la croissance de la production intérieure brute, soit environ 3 % par an seulement.

de Henri EMMANUELLI
sur les difficultés présentes de l'aide ménagère. En effet l'augmentation des crédits pour 1980 ne permettra pas de faire face ni aux besoins réels des personnes âgées, ni à la mise en œuvre de la convention collective signée par les associations employeurs et les syndicats de salariés.

de Pierre JAGORET
sur la situation des jeunes handicapés qui à la sortie des établissements où ils reçoivent une formation et pendant la période d'études des dossiers d'emploi se trouvent sans aucune couverture sociale.

de Christian PIERRET
sur la revalorisation de la retraite vieillesse dont le montant se trouve d'année en année dévalué et sur la possibilité de l'indexer à l'indice I.n.s.e.e du coût de la vie.

Le P.s pour la sauvegarde d'une véritable recherche publique

A l'appel des organisations syndicales S.n.c.s-F.e.n, S.n.t.r.s-C.g.t, S.g.e.n-C.f.d.t, les scientifiques du C.n.r.s et de l'I.n.s.e.r.n ont manifesté mardi 29 janvier 1980 au cours d'une journée d'action destinée à protester contre le décret du 19 janvier 1980, portant réforme des statuts des personnels de la recherche publique.

Jean-Pierre Chevènement, en sa qualité de député et de rapporteur de la commission des finances pour le budget de la recherche à l'Assemblée nationale, s'était joint à la manifestation qui a regroupé 1 500 à 2 000 personnes et s'est déroulée l'après-midi entre le ministère de la Santé et les abords du C.n.r.s, où les C.r.s casqués attendaient les manifestants.

Destinés à rendre plus maléables les personnels des organismes publics de recherche en imposant des déplacements autoritaires et en concentrant les pouvoirs entre les mains de la direction scientifique, les mesures visent dans ce secteur, comme dans beaucoup d'autres actuellement (C.n.e.s, I.n.r.a, C.n.e.x.o, I.r.i.a, I.r.c.h.a), à mettre en place une politique dirigiste en matière de recherche en faveur des grandes entreprises capitalistes tout en laissant le budget à un niveau particulièrement bas.

Le Parti socialiste soutient que pour rester fidèle à sa mission de service public la recherche doit répondre aux besoins socio-économiques de l'ensemble de la population et non de certains groupes privilégiés proches du pouvoir, et que le dynamisme de la recherche publique doit résulter d'une réelle garantie d'emploi et de moyens budgétaires qui lui sont accordés et non de mesures autoritaires.

Télé-P.S.

ON NE RESISTE PAS SANS AVOIR LA FOI DANS L'AVENIR -

Produits pétroliers

Une hausse en trompe l'oeil

Les alarmistes s'en donnent à coeur-joie depuis la dernière hausse du pétrole annoncée par la «sage» Arabie Saoudite et les répercussions en chaîne en Algérie, en Nigéria et en Indonésie.

M. Giraud déclare «qu'il n'y a pas de limite au chantage pétrolier». A long terme, il a raison, puisque ce «chantage» est dû essentiellement aux profondes perturbations du marché monétaire international, et que, contrairement aux idées reçues, il ne fait pas non plus le bonheur des producteurs.

Mais à court terme, la stratégie de la panique est systématiquement entretenue, dans la foulée de l'alarme de l'année dernière, alors que la situation est bien différente.

Depuis, les cuves sont pleines à ras bord. D'autre part la consommation s'est tassée, notamment par anticipation sur une crise de production. En conséquence le prix sur le marché libre a sensiblement diminué, au point d'être inférieur à celui du marché officiel.

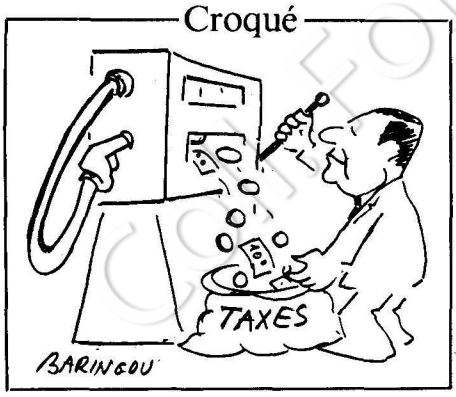
Pousser le nucléaire

Si on laisse jouer les sacro-saints principes de l'offre et de la demande, on devrait donc aboutir logiquement à une détente. Cela correspond à un souci des grandes compagnies qui avaient pour objectif de casser le marché libre, donc parasite par rapport à leur monopole.

M. Giraud n'y voit certes aucune objection. Mais il lui faut aussi pousser le programme nucléaire et limiter le déficit budgétaire par l'augmentation proportionnelle des taxes à chaque hausse pétrolière.

Alors, on n'a pas fini d'essayer de nous faire peur !

Croqué



Les événements de Libye

Inadmissibles, en effet

Le colonel Khadafi est africain. Et musulman. Et défenseur actif des mouvements de libération de son continent et de sa religion. Voilà au moins trois raisons pour qu'il n'apprécie pas les ingérences étrangères, qu'elles soient séquelles du colonialisme ou velléités impérialistes d'est ou d'ouest.

Les méthodes qu'il emploie pour manifester son mécontentement sont certes répréhensibles. L'incendie des ambassades des Etats-Unis (en décembre dernier) et de France à Tripoli, la mise à sac du consulat de France à Benghazi sont certes totalement inacceptables.

On a déjà dit à propos de l'Iran, combien il était essentiel pour le maintien des relations mondiales que le personnel et les locaux diplomatiques soient à tout endroit et à chaque instant respectés.

Mais sur le fond, Khadafi est un empêcheur de tourner en ronds giscardiens. Interventions en Centrafrique, au Zaïre, en Mauritanie, au Tchad, au Sahara Occidental, autant de raisons qui, du côté libyen, rendent inadmissible la politique française en Afrique. Et pas seulement du côté libyen.

Voilà désormais deux «inadmissibles» qui se font face. Et qui se sont heurtés une fois encore par Tunisie interposée.

La Lybie a été accusée par Tunis d'avoir fomenté l'opération de Gafsa, ce que Tripoli a démenti. «On» a dit ensuite que le commando avait été formé et entraîné en territoire libyen et qu'il avait bénéficié d'un soutien logistique.

«On» cherche toujours les preuves formelles. En attendant, on a vu en long et en large Bourguiba et Nouira sur *T.F.1* et *A 2* mais pas Khadafi.

Régime ouvert, régime fermé

Car la Tunisie, c'est sacré. Puisque incluse dans la «sphère française d'influence».

Mais comme l'a rappelé Lionel Jospin lundi dernier «La Tunisie était un des régimes les plus ouverts du Maghreb et du Proche Orient, maintenant c'est un régime fermé, qui a peur de l'avenir. Nous, nous conseillons aux tunisiens d'ouvrir aux forces vives, et notamment aux forces de l'opposition, un dialogue. Sinon, il y aura des troubles».

Quand un régime est fermé, il y a toujours quelqu'un qui veut l'ouvrir. Et il n'y a qu'à l'Elysée qu'on s'en étonne.

Résumées

Mohamed Ali : le doute

Mohamed Ali accomplira-t-il jusqu'au bout la mission de démarchage en faveur du boycott des Jeux Olympiques dont l'a chargé Jimmy Carter auprès des pays africains ?

Dès son arrivée lundi au Kenya après une première étape en Tanzanie, il se déclarait étonné d'apprendre que les Etat Unis n'avaient pas soutenu le boycott africain des Jeux de Montréal en 1976 : «si j'avais su avant de partir en tournée tout ce que j'ai découvert je ne serais certainement pas ici !»

A Dar-es-Salaam, Clay, ébranlé par le manque de chaleur des dirigeants tanzaniens, avait déjà consacré la plus grande partie de son temps à expliquer qu'il n'était pas un «Oncle Tom». Par ailleurs, des militants noirs américains installés à Dar-es-Salaam sont venus demander au champion de renoncer à sa mission.

Le livre C.g.t : non au boycott

Dans une motion au gouvernement français, le comité fédéral national de la fédération du livre C.g.t «exprime son indignation devant l'indécente campagne de boycott des Jeux Olympiques 80 à Moscou, lancée par le président américain, soutenu par le dictateur Pinochet, et reprise en France par Simone Weil.

«Le comité fédéral national soucieux de défendre l'olympisme et de condamner l'opération de guerre froide menée par les Etats-Unis et leurs alliés se déclare très inquiet des propos tenus par le ministre des Sports, Jean Pierre Soisson, laissant planer la menace d'un alignement sur la position de Carter. Il demande au gouvernement d'exprimer sa réprobation aux propos tenus par Simone Veil et de se prononcer pour le déroulement normal des Jeux à Moscou, avec la participation sans réserve, des athlètes français».

Bruxelles : la contribution britannique

Propositions de la Commission des communautés européennes pour alléger la contribution de la Grande Bretagne au budget européen : mesures d'aide aux régions défavorisées, stimulants aux échanges commerciaux avec le continent, plus une aide spéciale au développement de l'Irlande du Nord.

Cet ensemble, s'ajoutant au mécanisme correcteur de Dublin, retrancherait 735 millions de dollars de la contribution britannique, initialement prévue de 2,2 milliards. Ces propositions «nous font franchir un grand pas en avant» a déclaré un porte parole de la délégation du Royaume Uni à Bruxelles.

Genève : les droits de l'Homme

Ouverture à Genève de la trente sixième session de la Commission des droits de l'Homme. A l'ordre du jour, les droits de l'Homme au Cambodge, en Afrique du Sud, en Guinée Equatoriale, au Sahara Occidental, à Chypre, au Nicaragua, au Chili, en Argentine... L'Afghanistan pourrait être ajouté, à la demande des Américains, à cette liste établie de longue date.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Parlez de «Riposte» autour de vous. Faites abonner les militants